Globethics Repository



Crises humanitaires en afrique : Aide exterieure ou renforcement des capacites locales?

This page was generated automatically upon download from the Globethics Repository. More information on Globethics see https://www.globethics.net. Data and content policy of Globethics Repository see https://repository.globethics.net/pages/policy.

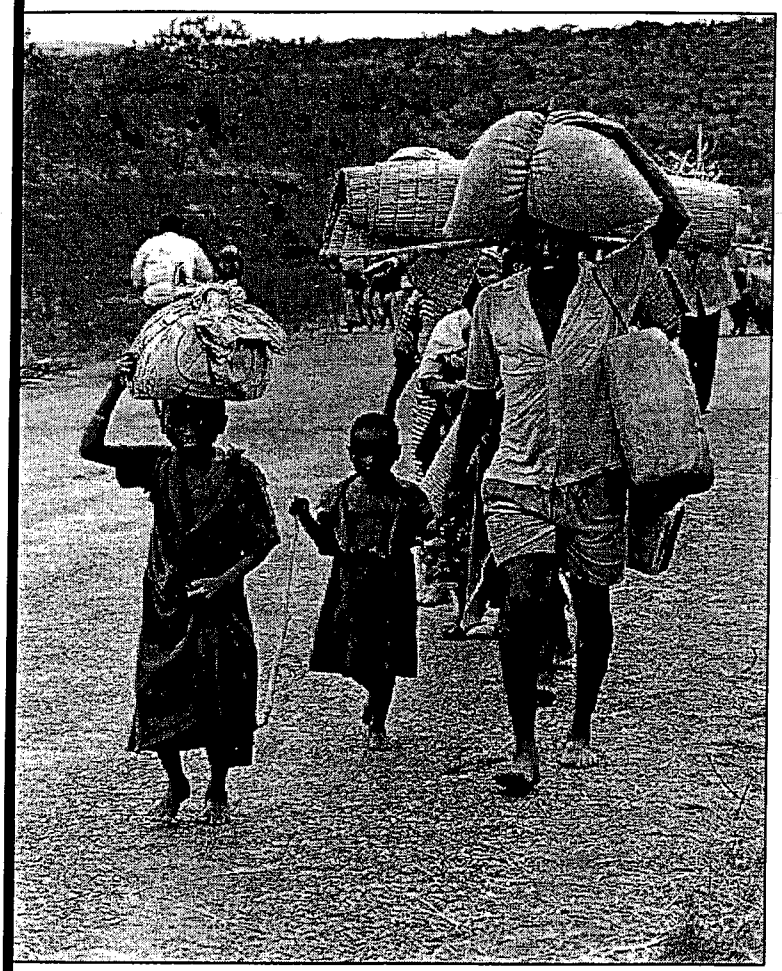
Item Type	Conference proceedings
Authors	UNRISD;PSIS
Publisher	UNRISD
Rights	With permission of the license/copyright holder
Download date	2026-10-30 08:03:44
Link to Item	http://hdl.handle.net/20.500.12424/179330

CRISES HUMANITAIRES EN AFRIQUE: AIDE EXTERIEURE OU RENFORCEMENT DES CAPACITES LOCALES ?

UNRISD

PSIS

SYNERGIES AFRICA



Atelier de travail

organisé par *Synergies Africa*, *le Journal de Genève*
et le *Projet "War-Torn Societies" UNRISD-PSIS/IUHEI*
le 23 février 1995
à l'Institut Universitaire de Hautes Etudes Internationales,
Genève, Suisse

Document produit par le projet de reconstruction des sociétés déchirées par la guerre UNRISD/PSIS et Synergies Africa. Dans la suite de ce rapport, ce projet sera identifié par son nom officiel "War-torn Societies Project".

UNRISD,
Palais des Nations,
1211 Genève 10
Tel. (41.22) 798 84 00 Fax (41.22) 788 83 21

Synergies Africa
5 route des Morillons,
Case postale 2100,
1211 Genève 2
Tel. (41.22) 788 85 86 Fax (41.22) 788 85 90

Remerciements:

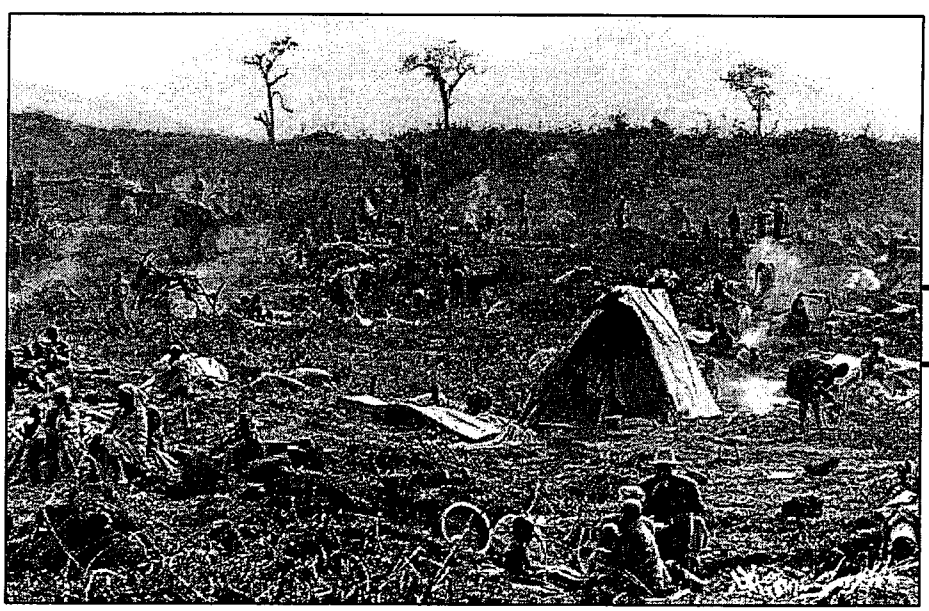
Le Projet War-torn Societies et Synergies Africa remercient le Journal de Genève, l'Institut de Hautes Etudes Internationales et l'Agence de Coopération Culturelle et Technique pour leur coopération.

Texte:	Sabine Estier
Mise en page:	Françoise Jaffré
Photo de couverture:	Réfugiés rwandais en Tanzanie, UNICEF/94-0067/Howard Davies

Avril 1995, Genève

Table des matières

- Introduction 1
- L'expérience des acteurs 4
  1. Le CICR et les sociétés nationales 4
  2. Synergies Africa et ses premiers pas sur le terrain 5
  3. La DDA et la difficulté de coordonner coopération au développement et aide humanitaire 7
- Analyse et débat 9
- Recommandations 14
- Liste des participants 19



UNICEF/DOI94-0288/Betty Press

Refugiés rwandais au Zaire

Introduction

"Nous ne demandons pas aux organisations humanitaires internationales de plier bagage, car elles font du bon travail. Nous savons que l'Afrique est faible et que les capacités locales ne peuvent pas répondre à tous les besoins. Notre position est pragmatique: nous souhaitons des partenariats avec les organisations internationales. Notre seule exigence, c'est que la perspective du HCR ou du CICR -entre autres- soit de renforcer les forces locales."

Hassan Ba, Secrétaire général de Synergies Africa

L'Afrique sub-saharienne connaîtra à la fin du siècle des défis et des besoins humanitaires sans précédent à cause de conflits et de guerres qui sont actuellement en gestation, ce qui aura pour conséquence d'anéantir de nombreux efforts de développement, de bouleverser les fragiles équilibres écologiques et de déstabiliser les structures sociales.

Les Nations Unies et d'autres organisations humanitaires essaient bien d'apporter des réponses aux besoins croissants des populations. Elles ont permis dans certains cas, de sauver des milliers, voire des millions de vies. Mais ces efforts méritoires cachent mal les difficultés croissantes que rencontrent les organisations humanitaires en Afrique.

En effet, la régression économique entraîne un effondrement des services publics (santé, éducation) et favorise des logiques de prédation des secours, et, dans certains cas, une "banditisation" des acteurs de violences.

Quant à la logique humanitaire, elle continue malheureusement à marginaliser les capacités locales et nationales, notamment au moment où il s'agit de définir des stratégies d'action et d'évaluer des besoins. Telle un bulldozer débarqué du Nord, la logique humanitaire contribue même parfois à laminer les quelque structures existantes. Après la crise, une fois que les secours d'urgence ont abandonné le terrain, le passage à la reconstruction et au développement du pays en est rendu d'autant plus difficile.

En effet, l'aide humanitaire traverse aujourd'hui une crise profonde. Sur le terrain, en Afrique, les situations de conflits se multiplient et les besoins en aide croissent de façon exponentielle. Du coup, les budgets destinés à l'aide humanitaire et à des missions de maintien de la paix augmentent mais, en revanche, les budgets d'aide globale stagnent, voire diminuent. Ce qui aggrave justement le "déficit humanitaire": la situation sociale se dégrade, les potentialités de conflits augmentent. Un cercle vicieux s'installe. Pendant ce temps, l'aide humanitaire internationale monte des

opérations toujours plus grandes et spectaculaires. Elle réussit certes à sauver de nombreuses vies, mais elle perd progressivement son espace d'action neutre à cause de sa militarisation et de sa politisation croissante. De plus, ses résultats ne sont pas durables, car ils ne sont pas suivis d'action de développement approprié. Le passage de l'aide d'urgence à la réhabilitation après la crise et au développement ne fonctionne bien ni au niveau des politiques ni dans la pratique opérationnelle. Enfin, l'aide humanitaire internationale continue à être largement caritative et paternaliste et presque exclusivement dominée par les donateurs.

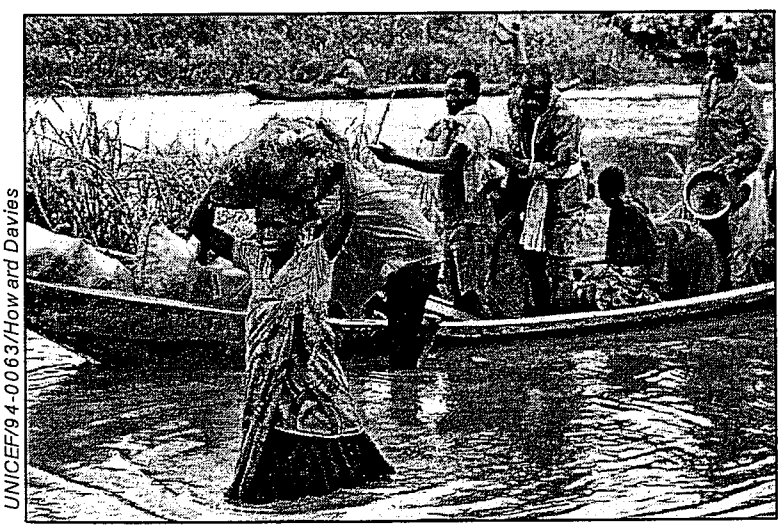
C'est l'urgence de ces défis qui nous a poussés à organiser cet atelier. Il est important de clarifier les liens entre aide humanitaire, coopération au développement, intervention de maintien de la paix, et d'intégrer l'aide humanitaire dans une réflexion sur le développement à long terme ("*continuum approach*"). Par ailleurs, l'aide humanitaire doit être subsidiaire des efforts locaux de réponse à la crise et non pas se substituer à ces efforts. Avec la coopération au développement, elle doit contribuer à augmenter les capacités locales de résistance aux crises, à la fois aux niveaux gouvernemental et non-gouvernemental.

L'heure est donc venue de réfléchir aux moyens d'utiliser et de renforcer les capacités africaines. De développer des partenariats. Certes, cette option bute sur certains obstacles: la société civile africaine dispose de peu de ressources et de capacités d'intervention et plusieurs associations locales et nationales manquent encore de maturité politique et d'indépendance face aux parties en conflit.

Une réflexion entre acteurs humanitaires du Nord et cadres africains impliqués dans les actions humanitaires devient nécessaire. C'est cette dynamique que les organisateurs ont souhaité promouvoir dans le cadre de l'atelier du 23 février.

"En fait, aujourd'hui, lors des situations de conflits ou de catastrophes, 70 à 80% des ressources utilisées pour la reconstruction sont locales, mais cela n'est pas visible."

Matthias Stiefel, Directeur du Projet War-torn Societies UNRISD-PSIS-IUHEI.



UNICEF/94-0063/Howard Davies

Tanzanie
Réfugiés rwandais

L'expérience des acteurs

1. Le CICR et les Sociétés nationales

"Le simple fait de voir des volontaires hutus et tutsis secourir les victimes et travailler ensemble dans la Croix-Rouge rwandaise, ce simple fait-là était porteur d'un message fort pour la population. Bien plus fort que si le CICR avait travaillé seul."

André Picot, Chef de secteur pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe, CICR.

Les partenaires locaux du CICR (Comité international de la Croix-Rouge) sur le terrain sont les Sociétés nationales de la Croix-Rouge et du Croissant Rouge, à condition toutefois qu'elles disposent d'une indépendance suffisante pour agir impartialement dans un conflit et qu'elles soient représentatives sur le plan tribal et religieux. Ces sociétés nationales, en Afrique, ont souvent une tête plus grosse que le corps: un siège organisé, mais des branches locales faibles.

Dans les années 70 et 80, le CICR a plutôt développé une "coopération à chaud" avec ces Sociétés nationales, en gonflant les moyens des Sociétés nationales pour la durée du conflit (Ethiopie, Mozambique). Cela a permis de mener d'énormes actions et d'avoir une bonne efficacité à court terme, mais à la fin du conflit, la Société nationale se dégonfle comme une baudruche, alors que les besoins continuent d'être importants.

Deux exemples de collaboration CICR-Sociétés nationales

■ **Zambie, 1986**

Cinq à six mille réfugiés mozambicains traversent la frontière zambienne. Le HCR dit qu'il lui faut trois mois pour réunir les fonds et intervenir. La Fédération des Croix Rouges et Croissants Rouges n'a pas d'argent disponible, mais est prête à soutenir l'action. Seul le CICR dispose de fonds pour démarrer une action d'urgence. La Croix-Rouge zambienne refuse que le CICR verse des salaires et recrute du personnel spécial. Elle préfère utiliser le personnel des différentes branches locales. L'opération se met en place: le CICR ne finance que la nourriture et le logement des réfugiés pendant trois mois, avant que le HCR ne prenne le relais.

■ **Afrique du Sud, 1986**

Crise lors de la Conférence internationale de la Croix-Rouge et du Croissant Rouge de 1986: la Croix-Rouge d'Afrique du Sud, dont la direction est seulement blanche, évite de justesse l'expulsion de la Fédération. Le CICR décide alors d'aider la Société nationale à se transformer de l'intérieur, plutôt que de lui voir imposer un diktat extérieur. Des branches locales sont d'abord créées dans les townships qui, à terme, peuvent proposer des candidats. Quand arrive l'élection du comité national, le CICR met à disposition des bus pour permettre aux délégués des branches des townships de se rendre à l'assemblée et de voter. Cette action a permis de faire élire un siège multiracial au niveau de la Société nationale.



UNICEF/94-010170/Betty Press

Réfugiés rwandais au Zaire

Pour éviter que l'apport extérieur n'écrase les initiatives autonomes et ne favorise la dépendance, le CICR a donc réfléchi à un concept de "coopération à froid" dont le but est de promouvoir des structures nationales et locales prêtes à réagir et, par ailleurs, de faire en sorte qu'une opération d'urgence puisse aider une Société nationale à se développer. En février 1994, un "guide de programmation-suivi-évaluation" était élaboré pour organiser la collaboration entre CICR et Sociétés nationales.

"L'Afrique est en train de changer. La vraie décolonisation est en cours. Une nouvelle dynamique associative émerge. Je rentre d'Afrique de l'Ouest et j'ai été fasciné par la vigueur de la société civile au Mali, au Burkina Fasso, au Niger."

Hassan Ba, Secrétaire général de Synergies Africa.

2. Synergies Africa et ses premiers pas sur le terrain

L'Afrique est en train de changer. Au vu de la nouvelle dynamique associative qui émerge, on peut affirmer qu'une vraie décolonisation est en cours. La société civile s'organise. Deux exemples parmi d'autres: au Mali, l'ONG Asared encourage un rapprochement entre plusieurs communautés en conflits (Touaregs, Souhraï et Peuhls); au Niger, les ONG sont organisées en collectif.

Mais ces capacités locales sont-elles assez fortes pour prendre en charge les besoins qui découleraient d'une crise humanitaire? Non.

Cela dit, il y a une question de dignité et de fierté: l'Afrique ne veut pas compter seulement sur le HCR, le CICR. Il n'est pas question de demander aux organisations internationales qui font un bon travail de plier bagage. Synergies Africa a une position pragmatique: vu l'état de faiblesse de l'Afrique actuellement, elle estime qu'il faut développer des partenariats. Ce qu'elle exige,

c'est que la perspective des grandes organisations humanitaires soit de renforcer les forces locales existantes.

Synergies Africa est en train de développer plusieurs chantiers d'action.

❶ PRÉVENIR LES CONFLITS:
Il s'agit de mettre en place des Observatoires régionaux d'observation des conflits pour contrôler et surveiller l'évolution des conflits naissants qui pourraient dégénérer, conflits entre agriculteurs et nomades, entre autochtones et étrangers, etc. Tel au Niger le conflit entre Zermas et Haoussas, où les partis politiques ont récemment attisé la dimension ethnique à l'occasion des dernières élections.

Première action: un forum aura lieu cette année à Dakar pour mettre en place un Observatoire régional d'observation des conflits en Afrique de l'Ouest, qui réunisse des chercheurs, des décideurs et des médias.



UNICEF/94-0588/Betty Press

Rwanda
Garçons participants à un psychodrame où ils jouent les scènes dont ils ont été témoins, dans le cadre d'un projet de réhabilitation psychologique.

❷ RENFORCER LA SOCIÉTÉ CIVILE RÉGIONALE:
Pour contrer la tendance actuelle à la balkanisation des Etats, il faut créer des rencontres au niveau des régions.

Un Code de conduite pour la région des Grands Lacs
Une série de rencontres entre ONG du Burundi, du Rwanda et du Zaïre, doit permettre d'élaborer un code de conduite pour ONG locales. En cas de conflit politique ou ethnique, ce code de conduite doit garantir une action neutre et impartiale et leur

permettre d'acquérir de la crédibilité. Il faut en effet remédier au fait que plusieurs ONG locales aujourd'hui ne sont pas indépendantes du pouvoir politique; le CICR ou le HCR refusent donc de travailler avec elles.

Une fois ce code de conduite élaboré, un forum devra réunir l'ensemble des ONG locales. Seules celles qui auront adhéré à ce Code de conduite devraient être appuyées par les organisations humanitaires.

Une cellule humanitaire pour les Grands Lacs
Cette cellule aura une triple fonction: promouvoir la formation, spécialiser des ONG dans le transport humanitaire, être un lieu de dialogue entre acteurs humanitaires internationaux et locaux et les ONG qui fonctionnent en temps de paix et celles qui interviennent en temps d'urgence. En effet, s'il y a des échanges entre ceux qui travaillent à long terme dans le développement et ceux qui interviennent ponctuellement en cas de crise - les "urgenciers"-, il est possible d'éviter des erreurs graves.

❸ **CRÉER DES LIENS AVEC LES LEADERS TRADITIONNELS DU PAYS:**
Pour décloisonner le savoir traditionnel et endogène et le savoir "moderne". Au Niger, le chef de l'organisation des chefs traditionnels est un sultan dans le pays et a un pouvoir qui existe parallélement à l'Etat. D'où l'idée d'organiser une réunion entre chefs traditionnels du Mali, du Burkina, du Niger. Mais pour éviter d'antagoniser les gouvernements, il est nécessaire de les associer à une telle démarche.

❹ **CRÉER UNE FONDATION AFRICAINE**
Actuellement, tout l'argent vient d'Occident; ce qui engendre un problème de dignité et de dépendance.Cette fondation réunirait des fonds en faisant appel à des hommes d'affaire africains et pourrait débloquer une contribution africaine dans les situations d'urgence.

3. LA DDA ET LA DIFFICULTÉ DE COORDONNER COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT ET AIDE HUMANITAIRE

Pour que l'aide d'urgence ne détruise pas le terreau existant, il faudrait qu'il y ait continuité entre aide humanitaire et coopération au développement. Ce qui est difficile à réaliser au

"Lorsque ça brûle, la pression des médias et des milieux politiques est terrible. Et pousse à des décisions peu judicieuses. En 1994, les parlementaires ont poussé à l'augmentation du crédit aide humanitaire pour le Rwanda, alors que la Chaîne du bonheur était active et disposait de sommes importantes pour 1994, mais pas pour 1995. L'argent de la DDA a dû être dépensé en 1994, puisqu'il figurait au budget 1994, alors qu'il aurait été plus judicieux de disposer de ce crédit en 1995, quand la Chaîne du bonheur se retire. Il faut beaucoup plus penser en termes anti-cycliques."

Jürg Zumstein, Division aide humanitaire, DDA, Berne.

vu des objectifs bien différents de l'une et de l'autre, tels qu'ils sont définis par la loi suisse. La direction de la coopération au développement et de l'aide humanitaire suisse (DDA) a commencé à redéfinir sa stratégie et ses principes d'action afin d'arriver néanmoins à une meilleure intégration de ces deux formes d'assistance bilatérale.

L'aide humanitaire vise, dans n'importe quel pays de la planète, un groupe humain menacé dans ses besoins de base. Il s'agit d'une aide temporaire lors d'une crise conjoncturelle. La coopération au développement est limitée à une vingtaine de pays de concentration, appartenant au Sud seulement, et son objectif est d'améliorer la situation d'une région géographique déterminée, sujette à une crise structurelle. Ce sont deux branches qui travaillent avec des partenaires différents: l'aide humanitaire ne collabore que rarement avec les gouvernements, alors que la coopération au développement a le gouvernement pour partenaire.

Autre difficulté: la coupure entre les deux activités du côté des donateurs. L'argent ne provient pas des mêmes organismes.

Cela dit, il est possible dans certains endroits de développer une collaboration efficace, comme à Madagascar.

Action anti-cyclique à Madagascar

Une crise structurelle en 1987 a mené à une situation difficile à Madagascar où la sécurité alimentaire n'était plus assurée. Grâce à la présence de la Coopération au développement, la DDA a pu renforcer des structures agricoles qui , elles, ont produit des surplus alimentaires. Ces surplus ont été utilisés par l'aide humanitaire qui aide sur place les groupes défavorisés.

Il s'est donc agi d'une action mixte: soutien à la production agricole (coopération au développement) et soutien à des groupes en difficulté (aide humanitaire). La coopération suisse continue son soutien à l'agriculture, mais l'aspect aide humanitaire est pris en charge par des structures locales malgaches.



UNICEF/5653/Jeremy Hartley

Analyse et débat

L'Afrique n'est pas un thème de discussion en Suisse

La coopération au développement n'est pas un thème au Parlement, qui est actuellement braqué sur l'Europe de l'Est et la Bosnie. L'Afrique n'a pas de valeur géo-stratégique aujourd'hui. De plus, les parlementaires sont découragés par le cas du Rwanda et son escalade dans l'horreur. Ils ne comprennent pas comment la crise rwandaise a pu surprendre la DDA, présente là-bas depuis 30 ans. Mais au lieu de faire le procès du cas Rwanda, personne n'en parle. Le parlement attend le rapport de Joseph Voyame.
Sur le plan politique, il y a un problème de communication. La Suisse doit dire clairement à sa population et aux partenaires dans le Sud dans quelles conditions la Coopération au développement travaille, quelles limites elle placera, ce qu'elle tolérera.

Peter Tschopp, conseiller national, commission de politique extérieure

"Aujourd'hui, les organisations humanitaires internationales ne font pas d'efforts pour créer des capacités locales qui permettrait d'éviter que la crise ne se répète et que les intervenants extérieurs ne soit obligés d'intervenir de nouveau en pompier."

Bouri Sanhouidi, Chef section Afrique, Volontaires des Nations Unies.

L'Afrique n'est pas homogène

Attention, il ne faudrait pas partir du présupposé que l'Afrique est homogène. L'Afrique n'existe pas, ce qui complique tout. Il existe seulement des Etats africains avec des différences énormes.

Il y a toujours un contexte politique précis, de par les intérêts contradictoires de la communauté internationale qui n'est pas équitable et qui envoie son aide humanitaire au Rwanda, mais pas au Soudan. Parfois, l'aide humanitaire peut figer une société, empêcher un processus d'adaptation. Si l'Arabie Saoudite avait obtenu gain de cause en 1994, lorsqu'elle insistait pour que l'ONU mène une tentative de médiation et envoie de l'aide humanitaire, il y aurait aujourd'hui deux Yémen et celui du Sud serait infusé par les surplus humanitaires des Etats du Golfe. La médiation a échoué, le Yémen est redevenu un pays unique.

Serge Telle, DAH

○ Les crises font partie de tout processus de développement

Les crises et les conflits sont normaux. Tout pays, toute région passe par des ruptures d'équilibre et des recherches de nouveaux équilibres: cela fait partie du processus de développement. Dans la plupart des cas, les mécanismes de résistance et d'adaptation locales sont suffisamment forts pour permettre aux populations de dépasser les crises. Le problème dans certaines régions d'Afrique est que les capacités locales sont dépassées par ces ruptures d'équilibre à tel point que la population meurt ou commence à émigrer. C'est à ce moment-là que l'aide humanitaire internationale se justifie et est nécessaire comme expression de la solidarité internationale.

Matthias Stiefel, UNRISD/PSIS

"Si on commence à renforcer les capacités locales, à recruter des intervenants locaux, à leur donner un statut d'expatrié dans d'autres pays, on va enlever du boulot aux Suisses du CICR comme aux ONG du Nord..."
Jean-Jacques Tshmala, CICR.

○ On ne peut pas oublier le contexte politique

En Somalie, toute l'aide se concentrait à Mogadiscio. Nous avons proposé de lâcher la capitale, où il n'y avait aucune sécurité. Nous souhaitions faire parvenir de l'aide ailleurs, pour éviter d'amplifier les phénomènes de migration vers la capitale. Nous avons proposé à des villages d'organiser un système de sécurité, condition à laquelle ils recevaient une aide alimentaire. Un premier village l'a fait, puis un village voisin, etc, jusqu'à la constitution d'une zone de sécurité. L'aubaine était trop belle. Des bandits sont venus et ont tout raflé. Nous nous sommes donc demandés jusqu'à quel point il faut renforcer la société civile, sans appui légal et sans appui politique. Jusqu'où obtiendra-t-on le feu vert? L'aide humanitaire se fait toujours dans un contexte très politisé.

Oto Denes, UNRISD/PSIS

○ Des élites politiques indifférentes

Nous avons un problème avec nos élites politiques en Afrique. Tant qu'elles ne voudront pas s'attaquer aux problèmes, il ne sera pas possible de les résoudre et l'aide humanitaire ne servira à rien. Comme le gâteau devient plus petit, certaines fractions croient qu'en se battant, ils pourront s'emparer d'un plus gros morceau. Nelson Mandela lui a compris qu'il vaut mieux augmenter le gâteau.

Hassan Ba, Synergies Africa

○ IDENTIFIER CE QUI SERVIRA DE LEVIER:

Il faut apprendre à identifier les leviers qui existent à l'état naissant, aider à créer des structures là où elles n'existent pas (cf. l'opération Help au Libéria). Dans un premier temps, il est clair que l'Afrique n'a pas la capacité d'intervenir seule dans une situation comme le Rwanda. Mais les organisations internationales peuvent renforcer les capacités locales pour les années suivantes.

Bouri Sanhouidi, VNU

LIBERIA : Compter sur les forces locales

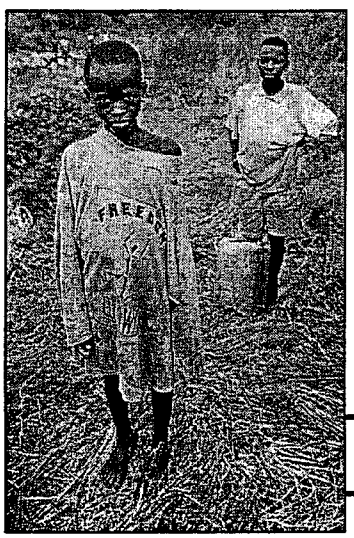
En 1991, au début de la crise du Libéria, il y a eu tout de suite un énorme coulage dans la distribution alimentaire: largement 40% se perdaient en route, du port aux maisons de Monrovia. La distribution se faisait par le biais de structures gouvernementales. Il a donc été décidé de constituer 140 comités de distribution de dix personnes chacun, élues par la population locale. Ces dix personnes étaient chargées de faire enregistrer chaque famille et chaque logement, ce qu'elles faisaient avec l'aide de 350 personnes par comité. En tout, quelque 1400 personnes étaient impliquées dans les comités et plus de 3000 personnes travaillaient à la distribution. Ensuite, il a été créé une ONG Help qui a distribué l'aide alimentaire. Nous avons fourni les ordinateurs pour l'enregistrement et les camions pour le transport. Au bout de trois mois, cela a fonctionné correctement et il n'y avait plus que 3% de coulage.

Oto Denes, UNRISD/PESI

○ DÉVELOPPER DES LIENS AVEC LA NOUVELLE GÉNÉRATION ET SURTOUT TROIS PROFESSIONS

Il y a trois catégories professionnelles dans la génération des 20-40 ans avec lesquelles nous devrions travailler davantage, les instituteurs, les professions médicales et les journalistes. Trois professions avec lesquelles il est possible de construire des relations d'échange professionnel. Aider à la création d'une loi sur la presse, d'un code de déontologie (séparer pamphlet de l'information,etc).

Jean-Pierre Gonthard, IUED



○ LE DANGER DE CONTRARIER LE POUVOIR

Dans le chemin qui mène de l'assistance à l'aide à moyen terme, il y a un écueil. Les formes de partenariat qui donnent du pouvoir aux organisations locales (concept d'*empowerment*) deviennent dangereuses pour l'élite locale qui n'apprécie pas que des groupes jusque-là marginaux deviennent plus sûrs d'eux. Il faut donc faire évoluer ces relations de partenariat de façon lente et prudente, pour qu'elles ne soient pas d'emblée écrasées.

Jörg Zumstein, DDA

○ Rendre les projets acceptables pour le pouvoir

Les projets de partenariat peuvent contribuer à court-circuiter les structures étatiques. Ils peuvent être considérés comme un moyen de les vider de leur pouvoir. Il faut donc renforcer l'acceptabilité de ces projets pour les gouvernements en place. Suivant les contextes politiques, il faut évaluer sérieusement les possibilités de les faire accepter.

Jean-Jacques Tshamala, CICR

○ Développer des pouvoirs multiples

Bien sûr, le fait de renforcer des associations locales peut parfois attiser la répression. Mais il faut souhaiter que ces sociétés deviennent pluralistes, avec des pouvoirs multiples. Il est positif d'aider à créer des centres de pouvoir qui ne sont pas nécessairement politiques.

Jean-Claude Petitpierre, UNITAR

"L'Afrique n'est pas un enjeu en Suisse, juste un endroit où nous écoulons des surplus alimentaires. Ce désintérêt est dangereux. L'Afrique a besoin d'être expliquée à nos opinions."

Peter Tschopp, conseiller national

○ Favoriser le retour des cerveaux

Il faut aussi renforcer le retour de professionnels dans leur pays. La recréation d'une société civile est importante pour la démilitarisation de l'Afrique. Voir le programme TOKTEN du PNUD qui a bien réussi au Cambodge, ou qui fonctionne en Erythrée.

Oto Denes, UNRISD/PSIS

○ Et les distorsions économiques?

Il ne faut pas oublier le contexte économique. Pourquoi sommes-nous contraints de faire de l'humanitaire après 30 ans de coopération? Parce que les modalités des échanges économiques sont tellement défavorables que les transferts financiers continuent à se faire dans le sens Sud-Nord. Au Burundi, cela coûte moins cher d'importer 1 tonne de farine de blé pour 20 dollars la tonne plutôt que d'acheter celle du minotier local qui ne peut la produire à moins de 40 dollars la tonne!

Serge Telle, DAH

Des mécanismes de solidarité détruits

Au Rwanda, un quart des personnes déplacées étaient accueillies chez l'habitant, un cousin, de la famille lointaine, des amis. Mais ces personnes n'étaient pas comptabilisées comme réfugiés et n'avaient pas accès à l'aide alimentaire. Elles finissaient donc par quitter les villages où elles étaient installées pour grossir les camps et recevoir enfin l'aide alimentaire.

On déstructure une société, si l'on ne tient pas compte des capacités locales de réaction et des mécanismes de solidarité qui peuvent se mettre en place. D'où la nécessité d'évaluer ces capacités locales d'absorption en cas de crise, pour estimer le moment où elles sont dépassées par l'ampleur de la crise.

PRÉVENIR, SI POSSIBLE

L'aide humanitaire est une réponse à une situation de conflits. On a donc tout intérêt à réduire les conflits intranationaux et à mettre sur pied des mécanismes régionaux de prévention des conflits. Cela doit être un objectif privilégié.

Jean-Claude Petitpierre, UNITAR



UNICEF/94-0160/Betty Press

Une petite fille séparée de ses parents est mise dans un camion qui l'emmènera dans un orphelinat.

Recommandations

La dernière partie du colloque a été consacrée à la recherche de pistes d'action visant à améliorer un dialogue entre organisations internationales et organisations locales, à transférer expériences et mémoire entre les "urgenciers" et ceux qui s'occupent de développement, à faciliter l'émergence d'une société civile dans les régions d'Afrique en crise.

1. Recommandations pour les pays du Nord, les donateurs et plus particulièrement la Suisse

❶ Comment les organisations humanitaires internationales peuvent développer un esprit de partenariat

"Les Blancs ne font pas assez confiance aux Africains pour ce qui est de la gestion. En revanche, ils leur font confiance pour l'identification des besoins. C'est donc par cet aspect-là qu'il faut commencer un travail de partenariat."

Jean-Pierre Gonthard, IUED

- Formation des nouveaux délégués au CICR par exemple: immédiatement après leur arrivée sur le terrain, un programme de plusieurs jours de formation CICR-Synergies Africa (ou autre ONG) est organisé: visites d'associations locales, discussions avec des contacts-clés, briefings, etc. Une formation qui sera avec le temps une aide au choix de partenaires locaux. Au moment d'une crise, associer lors des enquêtes de besoin des partenaires locaux.

- Demander à chaque organisation de mener une réflexion en son sein sur la façon dont elle peut renforcer les structures locales. Susciter une réflexion commune entre organisations d'aide humanitaire: organiser par exemple une simulation entre un schéma participatif et un schéma paternaliste d'aide humanitaire. Cf. Etude de cas de la Fédération genevoise de coopération sur "un tremblement de terre à Mateguala en Amérique centrale". Que les organisations comme le HCR ou le CICR prélèvent un pourcentage sur leurs opérations d'aide humanitaire pour renforcer la société civile locale.

- Sensibiliser les bailleurs de fonds qui sont sous la pression de l'opinion publique et de la médiatisation des conflits à la

thématique qui consiste à coordonner aide d'urgence et coopération au développement.

Tremblement de terre à "Mateguala"[1]: 10.000 morts, 50% des maisons détruites

L'organisation A envoit 10 volontaires avec 3 véhicules, puis cinq infirmières et deux médecins, reste 4 mois, regroupe les enfants, exporte 30 orphelins blessés vers la Suisse, reconstruit un dispensaire. Coût de l'opération: 4 millions, dont 40% dépensés sur place.
L'organisation B envoit un volontaire généraliste qui rejoint une équipe formée par les ONG, recrute sur place 15 paramédicaux et 5 logisticiens, regroupe les familles dispersées, soutient le service social prenant en charge les enfants isolés, formule avec les habitants d'un quartier un programme de reconstruction, reste 18 mois. Coût de l'opération: 3 millions, dont 60% dépensés sur place. Etude de cas préparée par la Fédération genevoise de coopération.

1. Simulation

- Développer les jumelages professionnels Nord/Sud à l'intérieur d'une organisation: Médecins sans frontières peut constituer des équipes franco-sénégalaises, etc.

❷ Lobbying politique en Suisse

- Sensibiliser les parlementaires suisses: prendre des contacts avec la commision de politique extérieure, la commission Nebiker.

- Aller voir justement les plus réticents et pas les alliés: organiser une rencontre avec l'UDC!

❸ Agir auprès des médias

- Entrer en contact avec les correspondants permanents des grands journaux suisses en Afrique (*NZZ*, *Tages-Anzeiger*, *Le Journal de Genève,* en tout cas ont un correspondant) et se mettre à leur disposition pour remettre des listes de contact. Les inviter à un forum régional d'ONG.

- Avoir un responsable de la communication à Nairobi pour les contacter lors de crises.

- Avertir les rubriques étrangères qu'en cas de départ d'un envoyé spécial, Synergies Africa peut fournir des contacts sur place et une documentation de préparation.

- Synergies Africa pourrait posséder un relais-satellite, comme MSF; les journalistes de TV entrent nécessairement en contact.

- Pour la Suisse romande, utiliser Info-Sud, mais avec le risque de toucher des convaincus.

2. Recommandations pour les pays du Sud et des organisations-relais comme Synergies Africa

- Ne pas laisser la logique du donateur régner seule et faire connaître la perception du celui qui reçoit, sensibiliser à sa façon de voir l'aide venue de l'extérieur.Contacter le département du personnel des grandes organisations d'aide humanitaire et proposer un stage d'immersion culturelle qui permet de percevoir comment l'aide est perçue dans tel terrain. Elaborer un programme-test avec la cellule humanitaire de la région des Grands Lacs.

- Développer un programme de formation des ONG du Sud sur les acteurs du Nord: qui sont les acteurs de l'aide humanitaire, quels sont leurs agendas et leurs contraintes, leurs mécanismes de décision, d'où provient l'argent, les mandats des uns et des autres, comment rechercher des partenariats. Donner ainsi aux ONG du Sud des moyens de connaître, d'utiliser les grandes agences. Il ne s'agit surtout pas de renforcer leur capacité de mendier, mais leur possibilité de négocier en partenaires crédibles.

- Lors d'une crise, mettre en contact avec ceux qui permettront d'identifier et de faire connaître aux acteurs humanitaires les structures rudimentaires existantes et fiables et qui pourraient fonctionner avec un minimum de soutien et de moyens: dans la crise somalienne, il y avait des îlots où il était peu coûteux et efficace d'investir.

- Développer les projets de code de conduite des ONG africaines, pour faciliter aux acteurs humanitaires le choix de leurs partenaires locaux. Etendre ces codes de conduite à la gestion pour renforcer les capacités de gestionnaires des ONG et éviter le risque de "captation de l'argent qui se déverse" lors d'une crise.

3. Recommandations visant à changer les relations Nord-Sud

- Une recommandation générale: faire connaître la nouvelle génération africaine, changer l'image de l'Afrique, développer l'information du Sud vers le Nord

- Faire connaître des expériences réussies en Afrique (6S au Burkina), pour qu'il n'y ait pas que l'image d'une Afrique en

crise. Les nouvelles positives se vendant mal dans les médias, établir des canaux avec des groupes ou acteurs locaux pour qu'ils puissent s'exprimer dans les médias en cas de crise.

- Inciter les médias à donner la parole aux Africains sur l'Afrique, en leur faisant connaître la nouvelle génération. Identifier les leaders endogènes, tel le leader paysan du Sénégal, Mamadou Cissokho, qui est à la tête d'un regroupement d'organisations paysannes.

- Faire venir en Europe des leaders locaux pour les mettre en contact avec des bailleurs de fond.

- Utiliser les voies culturelles:dans ce sens, le festival de Fribourg et le circuit de distribution Trigon sont efficaces. Attirer l'attention des médias sur des événements tels que le festival du film de Ouagadougou.

- Proposer d'inverser les regards: Le CICR a demandé à une petite entreprise française, Périscoop, de réaliser un film sur l'action du CICR en se mettant à la place des bénéficiaires (un orphelinat).

❷ **Promouvoir la prévention des crises:**

- Aider à la mise en place des mécanismes nationaux et régionaux de prévention des conflits.

- Dans les pays sujets à conflits, demander aux ONG locales d'identifier les acteurs internes et les points vulnérables. Orienter la coopération au développement vers le renforcement des maillons faibles qui pourraient être porteurs de conflits. En Côte d'Yvoire, il existe une tension forte entre main-d'oeuvre burkinabé et nationaux. La ligue ivoirienne des Droits de l'homme peut attirer l'attention sur les risques de dérapage.

- Compte tenu de l'influence des femmes dans la société africaine moderne, intégrer les femmes dans les mécanismes de prévention.



Débat public



"L'Afrique déchirée: vers une nouvelle coopération humanitaire": tel était le titre du débat public organisé par le *Journal de Genève* qui a eu lieu le soir de l'atelier à l'Université de Genève, rassemblant plus de 600 personnes. Après une première question provocatrice **"L'Afrique est-elle abonnée aux désastres?"**, les intervenants devaient aborder le thème de **"l'intervention des organisations internationales- sauvetage et effets pervers"** et se demander comment **"construire ou consolider les capacités humanitaires locales"**.

En préambule, Madame Sadako Ogata, Haut Commissaire pour les réfugiés, a exposé les difficultés du HCR à mener sa mission sur le terrain, alors que les crises se multiplient et qu'un tiers de l'humanité est déplacé. Puis Antoine Maurice, rédacteur en chef du *Journal de Genève*, qui animait le débat, a donné la parole à Adama Dieng, secrétaire général de la Commission internationale des juristes, Paul Grossrieder, directeur adjoint des opérations du CICR, Jean-Philippe Rapp, journaliste à la Télévision Suisse romande, ainsi qu'aux deux organisateurs de l'atelier, Hassan Ba et Matthias Stiefel. Le débat s'est achevé après 11 heures, alors que la salle était encore pleine et que les questions fusaient depuis plus d'une demi-heure.

CONFÉRENCE

Quel avenir pour l'aide humanitaire en Afrique?

L'Afrique, continent oublié? A voir la foule qui s'est réunie hier soir à l'Université de Genève, rien ne le laisserait supposer. Pourtant, les participants à cette table ronde – coorganisée par ce journal et animée par son rédacteur en chef, Antoine Maurice – ont vite fait de rappeler la gravité de la situation.

C'est en des termes qui témoignent de sa grande connaissance du terrain que le Haut commissaire des Nations Unies, Mme Sadako Ogata, a ouvert le débat. Selon elle, la transformation de la question des réfugiés est telle, qu'elle mérite une réflexion approfondie, quarante ans après la création du Haut Commissariat pour les réfugiés (HCR).

23 millions de réfugiés

Vingt-trois millions de réfugiés, dont sept millions dans le seul continent africain, 14 millions de personnes déplacées à l'intérieur même de leur pays: cette situation catastrophique amène les organisations responsables à se pencher sur la nouvelle vocation de l'aide humanitaire. D'autant que, avec la fin de la Guerre froide, la réaction des opinions publiques est plus immédiate, et exige des solutions rapides à ces problèmes de nature hautement complexe. Or, a souligné Mme Ogata, il n'est pas du ressort de l'aide humanitaire de trouver des solutions à tous les conflits. «Tout au plus, a-t-elle indiqué, pouvons-nous offrir un peu de temps pour que la sphère politique prenne les responsabilités qui lui incombent.»

Pour Mme Ogata, c'est ici que joue son rôle primordial ce qu'il est convenu d'appeler la société civile (organisations nationales, églises, etc). Pourtant, ne nous faisons pas trop d'illusions en ce qui concerne cette «nouvelle coopération humanitaire» entre organisations internationales et société civile, a tenu à souligner le Haut commissaire. Ce sont en effet les structures locales qui reçoivent les plus grands chocs en cas de déplacement de populations, que ce soit dans le pays d'origine ou dans celui d'asile. Toute solution durable, a-t-elle rappelé, passe par des actions en profondeur qui nécessitent une coordination et des moyens «colossaux».

A l'heure de mettre sous presse, le débat se poursuivait sur les moyens d'approfondir cette collaboration entre les «ressources locales» et l'aide extérieure, ainsi que sur la question cruciale du passage d'une aide d'urgence à celle qui favorise un développement durable.

JOURNAL de GENÈVE
ET GAZETTE DE LAUSANNE

EDITORIAL

Afrique: charité bien ordonnée...

Par Antoine Maurice

Après le Rwanda, le Burundi menace de verser dans la guerre civile et l'anarchie. Dans un pays dont la composition ethnique ressemble à celle du Rwanda, la majorité hutue a accédé au gouvernement pour la première fois en 1992. Depuis lors, le parti tutsi, les élites économiques et l'armée n'ont cessé de mener une guerre d'usure contre lui. De nombreux morts et des massacres en régions rurales se sont produits. Samedi, l'armée met en demeure les politiciens de résoudre la crise.

Quant au génocide rwandais dont les organisations internationales sont en train de réparer les terribles effets, il vient après une longue liste de crises politiques insurmontables et violentes, d'effrondrements d'Etats jusque-là perçus comme viables, de guerres civiles et ethniques ravageant des régions entières. Sur la carte, on voit se dessiner une sorte d'arc de crise qui va de la Sierra Leone au nord à l'Angola au sud (guerres civiles) le long de la façade atlantique, en passant par le Liberia, le Nigeria, le Zaïre (crises de régime) et ses annexes des Grands Lacs, Burundi et Rwanda.

Dans l'Afrique des désastres il faut repenser la coopération humanitaire

Face à ces épreuves africaines la réponse du reste du monde, principalement par l'intermédiaire des Nations Unies, est au mieux compatissante, au pire apitoyée. Après la colonisation, la décolonisation et ses appétits impériaux récurrents, l'humanitaire devient l'expression dominante de la relation du Nord à l'Afrique. L'humanitaire recouvre tout à la fois un regard, un mode de relations internationales et des méthodes d'intervention.

Le regard dévalorisant de l'humanitaire ne compte pas dans l'absolu. Quand ils ne sont pas naturels, les désastres africains relèvent le plus souvent de responsables en nombre limité, l'ignominie est difficile à attribuer. L'Afrique recèle par ailleurs les plus vieilles cultures du monde. Des cultures et des civilisations qui ont su évoluer depuis des millénaires sans se renier. Il est peu probable que l'image négative d'afro-pessimisme que le monde renvoie au continent affecte profondément cette évolution. Mais il en va différemment en termes relatifs: puisque l'Afrique doit bien aujourd'hui s'intégrer dans l'économie-monde, elle a besoin de gens qui la comprennent et qui croient en elle.

L'humanitaire comme mode dominant de relation à l'Afrique traduit une solidarité positive du reste du monde vis-à-vis du continent. Certes, cette solidarité est impatiente, elle atteint vite son point d'ébullition au rythme du micro-ondes télévisuel, puis se refroidit dans l'indifférence. Le tout-humanitaire reflète, toutefois, une double incapacité politique, celle des Etats africains eux-mêmes incapables de porter remède à leurs maux et celle des Etats du Nord.

Comme le CICR ne cesse de le dénoncer, l'humanitaire ne doit pas servir de substitut à la résolution politique des crises. L'ingérence humanitaire qui fut mise en œuvre en Somalie et aussi au Rwanda représente de ce point de vue une régression du droit international. Elle prétend atténuer le malheur des peuples sans eux, au besoin malgré eux.

Si l'on veut éviter d'autres Rwanda, le grand défi est de repenser la coopération humanitaire. Afin qu'elle soit à la fois plus claire sur ses enjeux entre rétablissement de la paix, sauvetage et reconstruction pour le développement, et plus désireuse d'appuyer les relais locaux qui, dans les sociétés considérées, vont finalement donner leur sens à l'intervention. Tel est l'objet du débat public que ce journal coorganise jeudi 23 à UNI II Genève en présence de Mme Ogata, Haut commissaire des Nations Unies pour les réfugiés. ■

Programme de l'atelier

LES "CRISES HUMANITAIRES EN AFRIQUE: AIDE HUMANITAIRE OU RENFORCEMENT DES CAPACITES LOCALES?"

23 février 1995
Genève, Suisse

09h00	Introduction Hassan Ba, secrétaire général de Synergies Africa Mathias Stiefel, directeur du projet de reconstruction UNRISD-PESI/IUHEI
09h30	Présentation d'expériences pratiques de coopération humanitaire: CICR, DDA, Synergies Africa
10h45	Pause café
11h00	Analyse des cas et débat
12h30	Déjeuner
14h30	Analyse des cas et débat
16h00	Pause café
16h15	Recommandations
17h30	Coktail

Liste des participants

Hassan BA,
Secrétaire général
Synergies Africa,
5 route des Morillons, Case postale 2100
CH - 1211 Genève 10
Tél (41.22) 788 87 06 Fax (41.22) 788 85 90

Oto DENES
Conseiller spécial,
War-torn Societies Project,
UNRISD/PSIS,
Palais des Nations,
CH - 1211 Genève 10
Tél (41.22) 798.84.00 Fax (41.22) 788 83 21

Curt GASTEYGER,
Directeur,
PSIS/IUHEI
122 rue de Lausanne
CH - 1211 Genève 21
Tél (41.22) 731 17 30 Fax (41.22) 738 55 82

Jean-Pierre GONTHARD,
Directeur adjoint,
Institut universitaire d'études du développement (IUED),
24 rue Rotschild, Case 136,
CH - 1211 Genève.
Tél (41.22) 732 59 82 Fax (41.22) 741 04 80

Stephen KINLOCH PINCHAT,
Consultant
Programme des Volontaires pour les Nations Unies
86 avenue Louis Casaï
CH -1209 Petit Saconnex
Tel. (41.22) 788 24 55 Fax (41.22) 788 25 01

Antoine MAURICE,
Rédacteur en chef du Journal de Genève,
Rue de Hesse,
CH - 1211 Genève 11
Tél (41.22) 819 88 88 Fax (41.22) 819 89 89

Jean-Claude PETITPIERRE,
Senior Fellow,
UNITAR
Route de Grens 20,
CH -1277 Borex,
Tel: (41.22) 367 15 84 Fax: (41.22) 733 13 83

André PICOT,
Chef du Secteur pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique Australe
CICR,
19 avenue de la Paix,
CH - 1202 Genève
Tel. (41.22) 734 60 01 Fax (41.22) 733 20 57

Bouri SANHOUIDI,
Chef section Afrique,
Programme des Volontaires pour les Nations Unies
86 avenue Louis Casaï
CH -1209 Petit Saconnex
Tel. (41.22) 788 24 55 Fax (41.22) 788 25 01

Reidar SCHAANNING,
Chargé de programmes, Département Afrique,
Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge.
BP 372,
CH - 1211 Genève 19.
Tél (41.22) 30 42 12 Fax (41.22) 733 03 95

Pape Massene SENE
Directeur, Bureau de Genève
Agence de Coopération Culturelle et Technique
46 av. Blanc
CH - 1211 Genève
Tel (41.22) 788 96 66 Fax (41.22) 788 36.75

Matthias STIEFEL,
Directeur, War-torn Societies Project,
UNRISD, PSIS/IUHEI,
Palais des Nations, 1211 Genève 10
Tel. (41.22) 798 84 00 Fax (41.22) 788 83 21

Sara SWARTZ,
Technical Officer
Division des opérations de secours d'urgence et de l'action humanitaire,
OMS, 21 avenue Appia,
CH - 1211 Genève 27
Tél (41.22) 971 27 54 Fax (41.22) 917 48 44

Serge TELLE,
Senior Advisor to the Director
Division des Affaires Humanitaires (DAH),
Palais des Nations,
CH - 1211 Genève.
Tél (41.22) 917 32 12 Fax (41.22) 917 00 20

Peter TSCHOPP,
Professeur à l'Université de Genève, Conseiller national,
13 chemin de la Troupe 12533 Vandoeuvres,
Tél: (41.22) 348 33 33 Fax: (41.22) 348 33 28

Jean-Jacques TSHAMALA,
Chef de secteur adjoint,
CICR
19 avenue de la Paix, 1202 Genève
Tel. (41.22) 734 60 01

Jörg ZUMSTEIN,
Coordonnateur de programmes
Division aide humanitaire, DDA,
Eigerstrasse 71, 3003 Berne,
Tél (41.31) 322 35 64 Fax (41.31) /371 83 34

WAR-TORN SOCIETIES PROJECT

Projet conjoint de l'UNRISD (Institut de Recherche des Nations Unies pour le Développement Social) et du PSIS (Programme d'Etudes Stratégiques et de Sécurité Internationale) de l'Institut de Hautes Etudes Internationales, qui a démarré en juin 1994.

L'objectif de ce projet est d'assister les organisations internationales, les ONG, les donateurs et les autorités locales à répondre aux défis des périodes qui suivent les conflits. Transformer un cessez-le-feu fragile en une décision politique durable; apporter une aide d'urgence dans les régions qui ne peuvent assurer leur subsistance; démarrer un processus de reconstruction psychologique, politique, économique et sociale pour assurer les bases d'un développement durable: les tâches sont gigantesques.

Le projet est né du besoin d'une analyse systématique des expériences actuelles et entend contribuer à intégrer différentes formes d'aide internationale dans un cadre politique cohérent qui permette d'adapter l'assistance internationale aux efforts locaux.

L'activité de recherche consiste à analyser les efforts en cours dans quelques régions d'Afrique détruites par la guerre (Erythrée, Mozambique, Somalie) afin de tirer les leçons de ces expériences et de proposer des recommandations à la communauté internationale des donateurs et aux acteurs locaux. Trois autres cas seront étudiés dans d'autres régions du monde.

A part la recherche, le projet a aussi une activité de conseil, d'évaluation des expériences, de diffusion des résultats et de création de réseau.

UNRISD
Palais des Nations,
CH - 1211 Genève 10,
Tél: (41.22) 798 84 00/788 86 45
Fax: (41.22) 788 83 21/740 07 91

SYNERGIES AFRICA

Synergies Africa est une organisation non-gouvernementale (ONG) internationale fondée en juin 1994 à Genève, Suisse, par un groupe d'Africains soucieux de contribuer à trouver des solutions durables aux conflits en Afrique. Cette initiative partait du constat que les cadres africains évoluant dans la sphère internationale ont le devoir de mettre leurs compétences, leurs ressources et leurs réseaux au service des nombreuses initiatives locales et nationales en Afrique.

Le but de Synergies Africa est de contribuer à renforcer les capacités des ONG et des autres acteurs africains pour prévenir et gérer les crises humanitaires -désastres naturels, conflits armés, violences civiles, etc.- dans la perspective de résoudre durablement les conflits et d'entraîner un développement à long terme.

Pour atteindre cet objectif, Synergies Africa se propose, entre autres:

- de contribuer à prévenir les crises humanitaires en mettant en place des structures appropriées de négociations,
- de former et d'éduquer à la paix les jeunes en particulier;
- de promouvoir des organisations régionales, nationales et locales africaines pour accroître leur efficacité et leur crédibilité;
- d'organiser des ateliers de formation, des séminaires, en vue de favoriser un échange d'expériences et de promouvoir une réflexion endogène sur les problèmes humanitaires de l'Afrique;
- d'entretenir un dialogue avec les principaux acteurs d'assistance humanitaire internationale pour favoriser une approche respectueuse des initiatives africaines.

Depuis sa fondation, Synergies Africa a essentiellement travaillé dans la région des Grands Lacs. Elle a notamment mis en place une cellule humanitaire sous-régionale (septembre 1994, Kenya) et organisé une réunion entre ONG et partis politiques du Rwanda sur la réconciliation nationale (septembre 1994, Ouagadougou, Burkina Faso).

Synergies Africa
Conseil Oecuménique des Eglises,
5 rte des Morillons,
CH - 1211 Genève 2,
Tél: (41.22) 788 87 06
Fax: (41.22) 788 85 90